

Avril 2013

En 2011, le redressement du résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations agricoles du Languedoc-Roussillon se poursuit. À 25 500 euros, la région affiche le meilleur résultat de la décennie 2001-2010 mais maintient son avant-dernière place des régions métropolitaines.

Si l'année est marquée par une conjoncture viticole exceptionnelle, des conditions climatiques difficiles pénalisent d'autres productions. Malgré tout, la hausse des produits courants est supérieure à l'augmentation des charges courantes.

Les charges d'approvisionnement s'alourdissent de 5 % à cause de la forte croissance des postes engrais et amendements, aliments du bétail et énergie en lien avec l'inflation du prix du pétrole et des produits pétroliers.

Le taux moyen d'endettement de 33 %, recule encore de 2 points et, en rapport avec la majoration de l'excédent brut d'exploitation (+ 12 %), le poids de l'endettement se rétracte de 10 points.

Dans les filières, les élevages d'herbivores apparaissent financièrement plus fragiles que les exploitations de la viticulture.



Les résultats économiques des exploitations agricoles du réseau d'information comptable agricole (RICA)

L'amélioration du résultat régional se poursuit en 2011

À 25 500 euros en moyenne, le RCAI dépasse celui de 2003

Pour l'exercice comptable 2011, l'augmentation constatée en 2010 sur le résultat courant avant impôts (RCAI) des moyennes et grandes exploitations agricoles du Languedoc-Roussillon se poursuit et l'indicateur central du RICA monte en valeur réelle à 25 500 euros en moyenne par exploitation (+ 16 % en valeur courante). La région retrouve le niveau de 2003, et affiche le meilleur résultat¹ de la décennie 2001-2010. Pour la France métropolitaine, après les 45 400 euros de 2010, le RCAI moyen s'établit à 49 900 euros (+ 9 %) et bat le dernier record de l'année 2007.

Dans toutes les régions de métropole, mis à part la Haute-Normandie, le Nord-Pas-de-Calais et le Limousin, en recul jusqu'à 9 %, le RCAI se maintient ou continue à se redresser. Le premier rang est toujours occupé par la Champagne-Ardenne à 100 200 euros tandis que le Languedoc-Roussillon garde, comme en 2009 et 2010 l'avant-dernière place avant le Limousin (20 200 euros).

Le champ du RICA

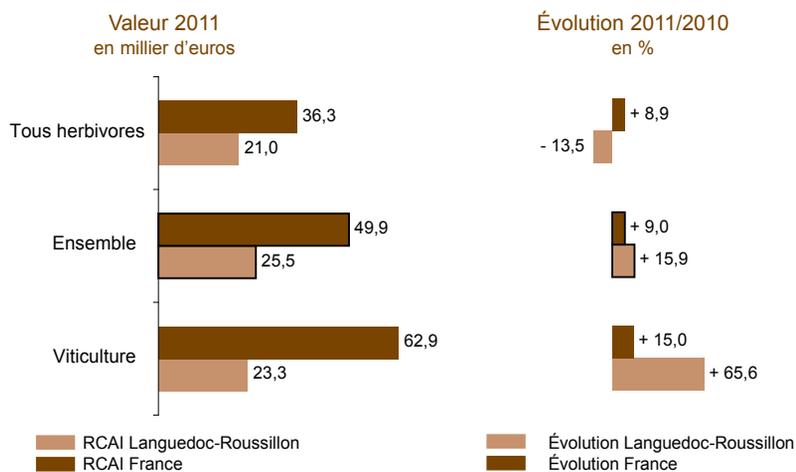
Pour la France métropolitaine, le champ du RICA est celui des exploitations agricoles d'au moins 25 000 euros de production brute standard (PBS).

¹- Dans la suite du texte :

«résultat» signifie résultat courant avant impôts (RCAI)

«revenu» signifie résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié (RCAI / UTANS)

Le résultat courant avant impôts dans les orientations en 2011 Le résultat de la viticulture dépasse celui des élevages



Source : Srise Languedoc-Roussillon - RICA résultats définitifs 2011 et 2010



Une conjoncture viticole exceptionnelle mais des conditions climatiques difficiles pour d'autres productions²

En 2011, la viticulture régionale bénéficie d'une bonne conjoncture à la fois sur les rendements de raisins et sur les prix des vins. Après la petite vendange de 2010, les conditions climatiques très favorables pour la vigne permettent une récolte de 14,7 millions d'hectolitres. La hausse sur les cours initiée en 2010, se poursuit (+ 3 % en moyenne sur l'ensemble des vins).

Les élevages d'herbivores au contraire sont très impactés par la sécheresse. Avec le déficit fourrager important sur la production du printemps, la part des céréales immatures ensilées ou enrubannées est plus élevée. Les éleveurs doivent aussi s'approvisionner en paille de céréales auprès des céréaliers de la région et d'ailleurs. On constate même des ventes anticipées de bétail dans les exploitations.

L'avis favorable pour la reconnaissance de calamité agricole au titre de la sécheresse est donné fin août dans l'Hérault et en Lozère. En Languedoc-Roussillon, la production fourragère de l'année reste inférieure de plus de 30 % à la production moyenne des cinq années précédentes. Pour les producteurs laitiers, le prix moyen annuel du lait de vache, supérieur à 2009 et 2010 (+ 7 %) s'approche du niveau de 2008 et les livraisons de lait augmentent.

Des prix plus élevés, des stocks mieux valorisés

Globalement au niveau régional, les ventes et autoconsommation de l'exploitation s'affichent malgré tout à 112 800 euros, en hausse de 5 %. Comme en 2010, la production stockée et la production immobilisée amplifient cette majoration sur les ventes à cause de la forte valorisation des stocks (vins et céréales essentiellement) due à la conjoncture favorable de l'année sur les prix : la production de l'exercice est évaluée à 125 800 euros en moyenne (+ 8 % par rapport à 2010 contre 9 % au niveau national).

En ce qui concerne les deux orientations technico-économiques (Otex) retenues pour la diffusion (cf. encart ci-dessus), elle atteint 120 500 euros pour les exploitations de la viticulture (en hausse de 13 %) et 60 200 euros pour les élevages d'herbivores (stable par rapport à 2010 : - 1 %).

Les Otex de diffusion du RICA 2011

La décision a été prise de déclinier les résultats au niveau des deux orientations pour lesquelles l'échantillon est suffisamment important pour garantir la qualité des données : la viticulture et les herbivores.

En effet, pour l'Otex «Fruits et autres cultures permanentes», les résultats semblent sujets à un biais venant de la constitution de l'échantillon.

L'agrégation d'Otex est donc réalisée pour la spécialisation «Tous herbivores» regroupant «Bovins lait», «Bovins viande», «Bovins mixtes» et «Ovins et caprins et autres herbivores».

Alors que la viticulture bénéficiait d'une récolte très élevée en 2011, les abattages de bétail réalisés au printemps consécutifs au déficit de fourrage pénalisaient la production dans les élevages d'herbivores.

Des aides en léger retrait

L'année 2011 se situe dans le prolongement de 2010 : poursuite de l'application des mesures prises dans le cadre du «Bilan de santé de la Politique Agricole Commune» avec peu d'évolutions réglementaires mises en œuvre sur la campagne.

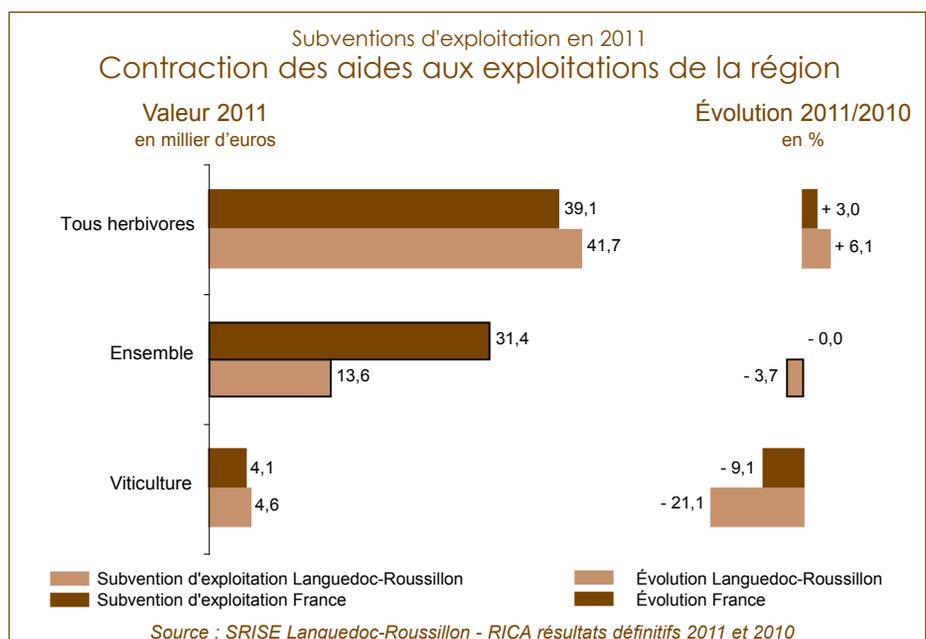
Subventions d'exploitations : inférieures de 57 % à la moyenne métropolitaine

En 2011, les exploitations de la région perçoivent, tous types d'aides confondus, 13 600 euros de subventions d'exploitation en moyenne (- 4 % par rapport à 2010). Selon l'orientation, les soutiens sont en recul (- 21 % pour la viticulture) ou en augmentation (+ 6 % pour la filière animale).

Dans le même temps, l'ensemble national, à la stabilité, reçoit 31 400 euros par exploitation soit 2,3 fois plus qu'une exploitation du languedoc-Roussillon.

Les aides au secteur du vin³, l'aide pour compenser un handicap géographique et l'aide aux droits à paiement unique (DPU) représentent 62 % des subventions perçues par les exploitations régionales. L'aide découplée DPU (normaux et spéciaux) à 5 100 euros est en léger retrait (- 2 %) sur la région. Elle constitue toujours 37 % des subventions d'exploitation contre 70 % pour le niveau métropole à 22 300 euros. L'aide à l'assurance récolte qui prend en charge une partie des cotisations d'assurance multirisques climatiques payées par les exploitants s'élève à 330 euros par exploitation toutes Otex confondues.

Les élevages d'herbivores reçoivent en moyenne 41 700 euros d'aides soit neuf fois plus que les exploitations viticoles (4 600 euros). L'aide découplée DPU y atteint 13 000 euros ce qui constitue près d'un tiers des soutiens dans les élevages. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) et l'aide pour compenser un handicap géographique (ICHN) avoisinent



2- Source : DRAAF Languedoc-Roussillon

3- Aide au stockage privé des vins et moûts, aide au relogement des vins, aide à l'enrichissement des vins, et les aides communautaires à la reconversion et à l'arrachage du vignoble



les 40 %. En 2011, l'aide directe, déclenchée par la procédure calamité agricole pour compenser les effets de la sécheresse sur les coûts de productions des élevages, permet de verser aux éleveurs sinistrés de la région un montant moyen de 4 300 euros (+ 231 %).

En viticulture, les aides sectorielles, dont font partie, entre autres, les aides communautaires à la reconversion et à l'arrachage du vignoble (4 377 hectares arrachés et primés sur la campagne 2010-2011 dans la région) sont encore d'actualité avec 1 800 euros en moyenne. Toutefois, avec la fin des campagnes d'arrachage, elles se contractent fortement (- 47 %) et ne représentent plus que 38 % des soutiens contre 56 % en 2010.

La part des aides dans les résultats se contracte

En 2011, le ratio des subventions d'exploitation rapportées au résultat courant avant impôts est de 53 % contre 64 % l'année précédente. Au niveau France métropolitaine, les aides représentent 63 % du RCAI, en baisse également par rapport à 2010.

La filière élevage est plus soutenue que la viticulture : le ratio atteint un niveau élevé (198 %) pour les exploitations d'élevage d'herbivores contre seulement 20 % pour la viticulture.

Des charges courantes de nouveau à la hausse

En 2011, du fait, entre autres de l'envol des cours des matières premières de 2010 et de la hausse continue des prix des produits pétroliers depuis 2009, la majorité des coûts de production subissent une forte progression ; en conséquence, les charges courantes des exploitations agricoles partent à la hausse (+ 3 %) et s'établissent à 115 000 euros

De nouvelles séries depuis la nouvelle typologie en 2010

Les résultats du RICA sont présentés depuis l'exercice comptable 2010 selon la nouvelle typologie des exploitations agricoles. À des fins de comparaisons, les résultats des années antérieures ont donc été recalculés selon cette même typologie. Cette rétopolation a été faite depuis 1988 sur la base de l'univers des recensements agricoles 1988 à 2010.

Par ailleurs, en anticipation de ce qui sera pratiqué dans la future fiche européenne, un nouveau calcul des dotations aux amortissements est appliqué sur ces nouvelles données. Il repose sur des valeurs des bilans non réévalués et a pour conséquence des niveaux de résultat (RCAI) plus élevés que dans les anciennes séries.

L'analyse des résultats de l'exercice 2011 doit impérativement se faire en comparaison avec les nouvelles séries.

(contre 176 000 euros France métropolitaine).

Alors que les charges d'exploitation qui représentent 98 % des charges courantes, avec 112 000 euros croissent de 3 %, les charges financières (ou loyer de l'argent emprunté) fléchissent de 13 %. Les intérêts et les frais financiers à la charge des exploitations de la région s'élevaient à 2 900 euros contre 5 100 euros pour la moyenne métropolitaine (en retrait de 2 %). Ces charges sont liées aux résultats

des exercices précédents et reflètent les décisions d'investissements prises au cours des exercices antérieurs.

Les charges d'exploitation comprennent les charges d'approvisionnement (27 %), qui sont stockées sur l'exploitation et les charges de structures (73 %).

Mis à part le poste agrégé «autres charges», le poste le plus important est celui des charges de personnel à 18 100 euros en moyenne par exploitation (16 %) puis des amortissements (14 %).

Le poids des charges courantes (ratio charges courantes sur le produit brut⁴) s'élève en moyenne pour l'ensemble des spécialisations à 82 % (contre 78 % au niveau France métropole). Dans les Otex «Viticulture» et «Tous herbivores», les charges pèsent pour 80 % dans le produit brut.

Jusqu'à 25 % de hausse pour les charges d'approvisionnement

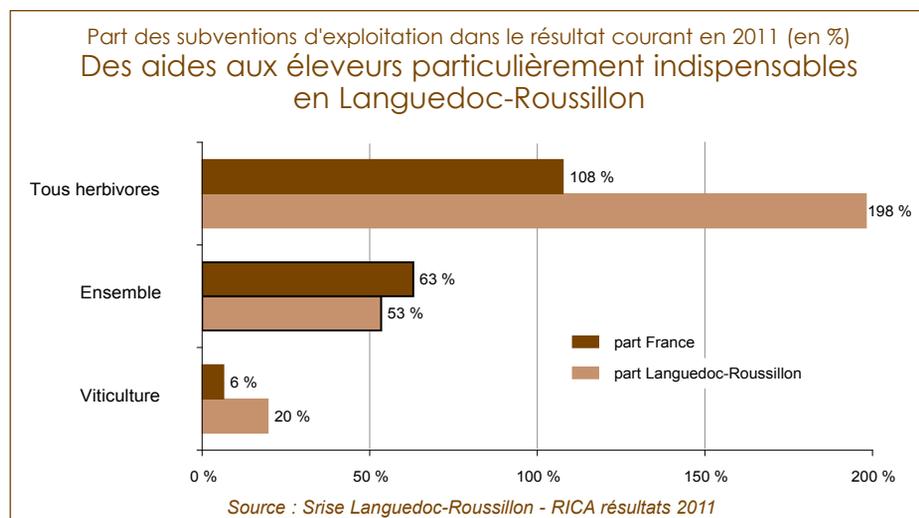
Les charges d'approvisionnement à 29 800 euros subissent globalement une hausse de 5 % : la baisse sur les produits phytosanitaires ne suffit pas pour compenser les hausses subies sur les postes d'engrais et amendements, de semences et plants, d'aliments pour les troupeaux et de l'énergie stockée.

Dans les exploitations, le montant de la charge en engrais et amendements à 4 100 euros s'accroît de 11 % du fait d'une hausse de leur prix d'achat au cours de la campagne 2010-2011 mais aussi de volumes utilisés plus importants⁵. Les produits phytosanitaires (23 % des approvisionnements) sont encore en repli de 5 % mais il faut relier cette diminution de charges à un effet volume des produits de protection des cultures moins utilisés dans un contexte climatique favorable en 2011 et d'un environnement économique encore difficile dans toutes les filières. En 2011, la dépense en énergie continue de s'alourdir (+ 15 %) pour les exploitations.

Avec une augmentation de 19 % des charges d'approvisionnement, les exploitations de la filière animale sont particulièrement touchées par les conséquences de la sécheresse. La filière bovine supporte pour l'exercice jusqu'à 25 % de coûts supplémentaires. La sécheresse du printemps et de l'été a réduit la production fourragère. Les exploitations ont dû acheter des quantités importantes de fourrage pour nourrir les troupeaux à tel point que le poste des aliments grossiers double (de 2 600 à 5 800 euros) dans les élevages d'herbivores.

Les dépenses énergétiques s'accroissent

La part de la facture énergétique (énergie stockée et énergie non stockée sur l'ex-

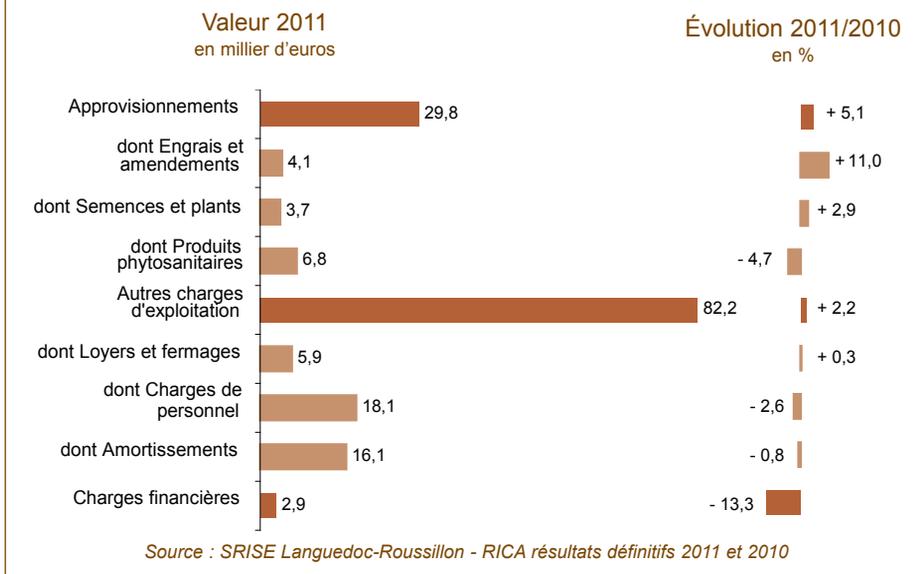


4- Le produit brut est égal à la somme de la production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, des indemnités d'assurance, des remboursements forfaitaires de TVA, des rabais, remises et ristournes obtenus, des autres produits de gestion courante et des transferts de charge

5- Source AGRESTE Les dossiers



Détail des charges courantes en 2011, Ensemble des exploitations
Les charges courantes repartent à la hausse



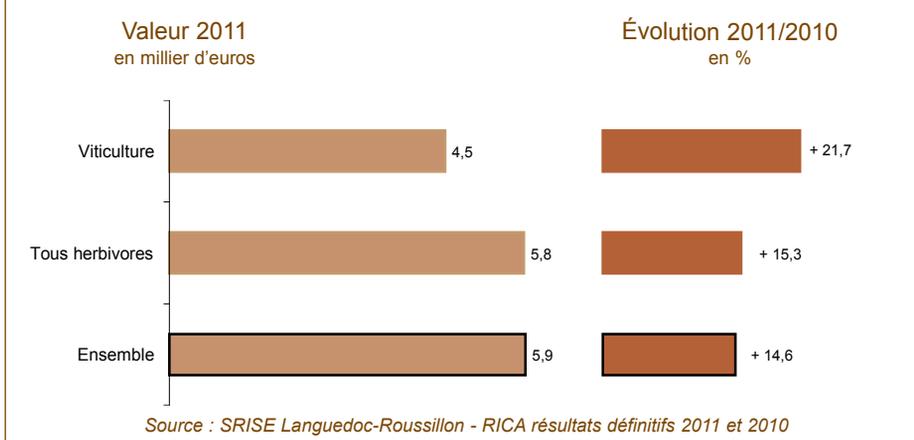
ploitation) représente 5 % en moyenne du total des charges courantes, le ratio variant selon la spécialisation entre 4 % à 8 %. En viticulture, ce ratio reste en dessous des 5 %. Dans les élevages, il monte à 8 %. Toutes Otex confondues, les dépenses en énergie, à 5 900 euros augmentent encore de 15 %. En 2011, les exploitations de la région dépensent en moyenne 700 euros de plus qu'en 2010 pour l'énergie. Le niveau national avec un poste à 10 500 euros subit 1 500 euros de majoration par exploitation. Ramenée à l'hectare de surface agricole utilisée (SAU), la facture s'élève à 128 euros en moyenne contre 111 euros en 2010. Le coût est trois fois plus élevé en viticulture (160 euros l'hectare) qu'en élevage herbivores (45 euros). En volume, la consommation de carburants et de combustibles (fioul domes-

tique) stockés sur l'exploitation est en moyenne de 100 litres par hectare. Les exploitations viticoles équipées notamment en tracteurs et en machine à vendanger brûlent un peu plus de 117 litres à l'hectare. La filière des herbivores reste une faible consommatrice d'énergie avec 37 litres par hectare.

Contraction des charges de personnel

Les charges de structures atteignent 82 200 euros en moyenne par exploitation, en légère hausse (+ 2 %) par rapport à 2010 : les reculs des charges de personnel (- 3 %) et des amortissements (- 1 %) ne compensent pas la hausse de 9 % sur le poste «autres charges». Représentant 29 % des charges de structures, ce poste «autres charges» est le plus lourd dans les chapitres de dépenses.

Charges en énergie par orientation en 2011
La hausse sur la facture en énergie concerne toutes les Otex



Le retrait sur la dépense de la main d'œuvre salariée est lié à la baisse de 10 % du nombre d'unité de travail agricole salarié. En revanche, la charge du personnel extérieur à l'exploitation (personnel des grou-

Qu'est ce que le RICA

Le réseau d'information comptable agricole ou RICA est une opération communautaire annuelle de recueil d'informations comptables et extra-comptables auprès d'un échantillon de 85 000 exploitations agricoles de l'Union européenne.

Réalisée dans l'ensemble des 27 Etats membres de l'Union européenne selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats financiers obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente près de cinq millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture communautaire.

En France métropolitaine, le RICA couvre le champ des exploitations définies comme moyennes et grandes dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 euros, soit 308 145 exploitations en 2011.

Sur la métropole, l'échantillon total enquêté en 2011 regroupe 7 415 exploitations.

Pour le Languedoc-Roussillon, l'échantillon interrogé rassemble 422 exploitations représentant 16 082 moyennes et grandes exploitations.

Les évolutions du résultat courant avant impôts (RCAI) sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice des prix du produit intérieur brut.

L'univers de base servant à la pondération est issu du recensement de l'agriculture 2010.

Les chiffres relatifs à 2011 sont issus de l'échantillon «définitif».

Les comparaisons inter-annuelles sont réalisées sur un échantillon constant (constitué d'exploitations présentes à la fois en 2010 et en 2011) et sont exprimées, sauf exception, en valeur courante.

Les données présentées dans la publication sont des valeurs moyennes par exploitation.



pements d'employeurs, des sociétés d'in-térim) à 2 900 euros subit une hausse de 4 %.

Le montant de la dotation aux amortissements (ou charge calculée non décaissée) à 16 100 euros, se replie de 2 %.

1 300 euros par mois et par Utans prélevés par les exploitants

Pour satisfaire leurs besoins privés et ceux de leur famille et payer leurs charges sociales, les exploitants effectuent tout au long de l'exercice comptable des prélèvements de liquidités en caisse ou sur le compte bancaire de l'exploitation agricole. En 2011, les prélèvements privés⁶ s'élèvent pour la région à 20 000 euros en moyenne soit un montant mensuel par unité de travail annuel non salarié (UTANS) d'environ 1 330 euros. Le retrait est plus important dans les élevages : 1 220 euros contre 900 euros pour la viticulture. En comparaison, pour la France métropolitaine, il est de 2 430 euros par UTANS.

Les charges sociales de l'exploitant, au contraire de celles du personnel salarié de l'exploitation ou de celles du personnel extérieur à l'entreprise ne sont pas incluses dans les charges courantes de l'exploitation mais sont comprises dans les prélèvements privés. En 2011, en hausse de 5 %, elles atteignent 6 000 euros. Ces charges sont très hétérogènes selon les filières : elles varient de 4 800 euros en viticulture à 5 800 euros pour les élevages d'herbivores. Elles représentent en 2011, 23 % du RCAI (charges sociales de l'exploitant non déduites).

Des RCAI peu satisfaisants en niveau

En 2011, l'évolution positive de 16 % en valeur courante du résultat résulte de la hausse des produits courants⁷ (+ 5 %), supérieure à celle des charges courantes (+ 3 %).

Au contraire de 2010, toutes les filières de l'agriculture ne bénéficient pas du redressement observé globalement ; seule la viticulture voit une amélioration de ses résultats et de grandes différences apparaissent toujours selon la spécialisation⁸. Avec les rendements exceptionnels et la progression des cours des vins de la campagne, le RCAI des exploitations de la viticulture passe de 14 300 à 23 300 euros (+ 66 %). Pour la filière, c'est le meilleur résultat de la décennie 2001-2010 mais il est encore loin des 29 000 euros de l'année 1999.

Après le relèvement de 2010, l'orientation des herbivores avec 21 000 euros subit un recul de son résultat de 14 %, l'indicateur se positionnant ainsi en dessous de la moyenne décennale à 23 000 euros.

Une dispersion différente selon la nature de la filière

La dispersion des revenus des exploitations agricoles est importante dans la région. L'intervalle entre le premier décile et le neuvième décile (étendue des revenus obtenue après suppression des 10 % des revenus les plus faibles et des 10 % des revenus les plus élevés) se monte à près de 100 000 euros.

En viticulture, les disparités sont fortes, l'intervalle interdécile approche les

Les indicateurs de résultat

Le résultat courant avant impôts (RCAI) est la différence entre les produits courants et les charges courantes. Ce revenu mesure la somme dont dispose le chef d'exploitation (et le(s) associé(s)-exploitant(s)) pour rémunérer le travail des actifs non salariés et les capitaux investis. Il doit aussi permettre de régler les charges sociales de la main-d'œuvre non salariée (chef d'exploitation, collaborateur(s), aide(s) familial(ux) et associé(s)) car contrairement aux règles traditionnelles comptables et fiscales, ces charges sociales ne sont pas déduites du résultat dans le RICA.

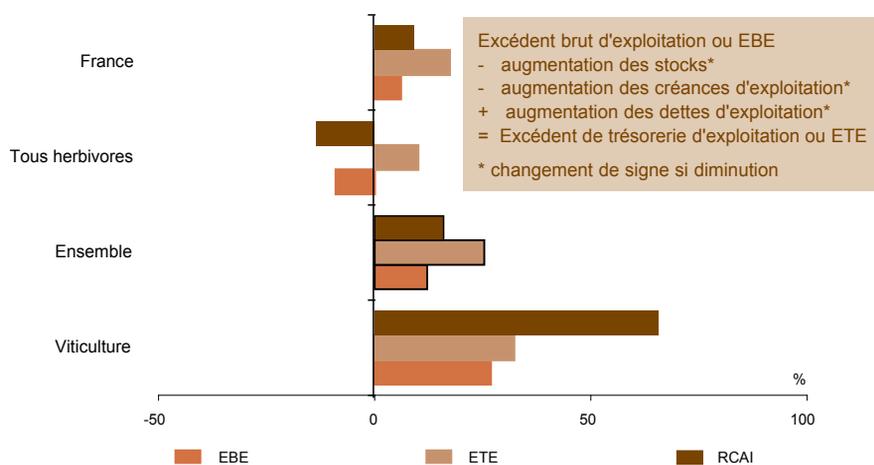
Le RCAI correspond au résultat de l'activité permanente de l'exploitation agricole dans la mesure où les produits et les charges exceptionnelles sont exclus. En revanche, il prend en compte les revenus annexes comme ceux provenant de l'agritourisme si l'activité reste limitée.

Le RCAI prend en compte, d'une part des charges qui doivent se traduire par des flux financiers et, d'autre part des charges calculées (les amortissements).

Pour appréhender les flux financiers potentiels, il ne faut pas tenir compte des charges calculées. Les analystes utilisent le plus souvent la capacité d'autofinancement (CAF) qui diffère du RCAI principalement par le fait que ne sont pas déduits les amortissements. Des charges et des produits à caractère exceptionnel sont retenus dans le calcul de la capacité d'autofinancement, mais ces charges et produits sont en moyenne peu importants. La capacité d'autofinancement est la ressource essentielle du tableau de financement.

Pour d'autres analyses, l'excédent brut d'exploitation (EBE) peut être préféré. À la différence de la capacité d'autofinancement, l'EBE n'intègre ni les charges et produits financiers, ni les charges et produits exceptionnels. Il exprime un flux de trésorerie potentiel généré par les opérations d'exploitation, avant rémunération des apporteurs externes de capitaux.

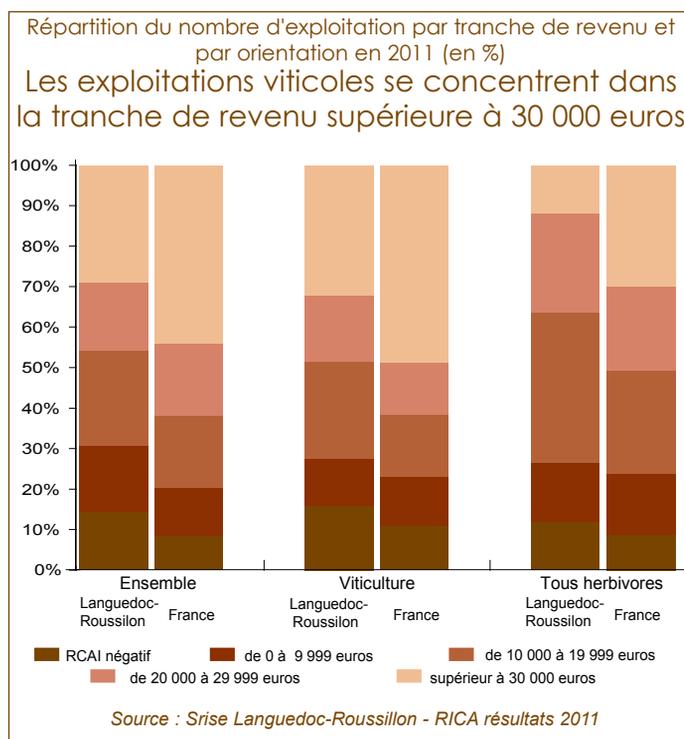
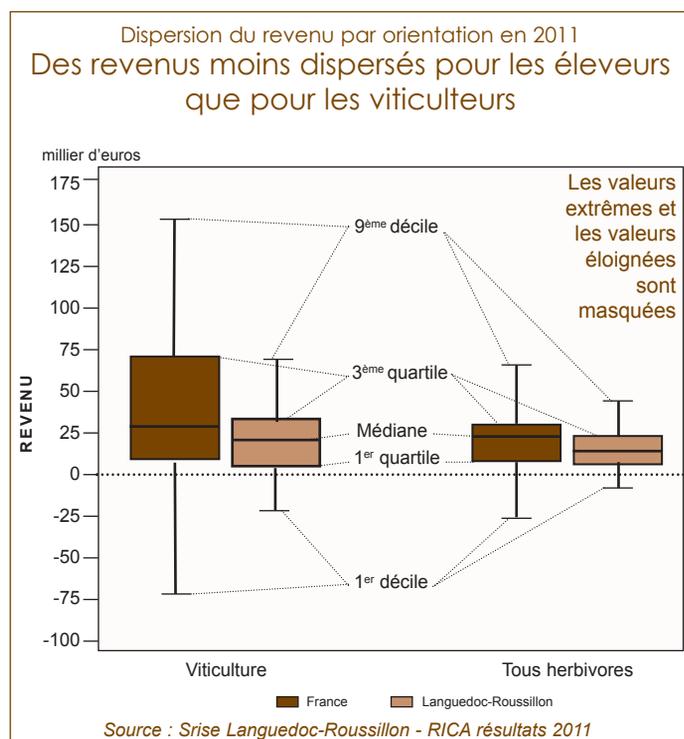
Évolution 2011/2010 du RCAI, de l'EBE et de l'ETE sur échantillon constant (en %)
Dans les filières, le redressement des résultats est hétérogène



6- Solde des versements et des prélèvements en espèce ou en nature effectués par les exploitants au cours de l'exercice

7- Composés principalement de la production de l'exercice issue des ventes et des subventions d'exploitation

8- Des orientations diffusées



95 000 euros tandis que pour les élevages d'herbivores, il est inférieur à 50 000 euros.

En 2010, 21 % des exploitations régionales étaient déficitaires (RCAI négatif) contre moins de 10 % pour le niveau France. En 2011, la proportion d'exploitations déficitaires diminue très fortement en Languedoc-Roussillon ("seulement" 15 %) tandis qu'elle reste stable au niveau national.

En termes de revenu, seules 29 % des exploitations régionales ont un RCAI par Utans supérieur à 30 000 euros contre 44 % en moyenne nationale. Cette faiblesse des revenus "élevés" relativement à la moyenne nationale caractérise aussi bien les viticulteurs (32 % en région versus 49 % en France) que les éleveurs 12 % en région versus 30 % en France.

Les capitaux propres couvrent tout l'actif immobilisé

À la clôture de l'exercice 2011, l'actif total de l'ensemble des exploitations du Languedoc-Roussillon s'évalue à 282 200 euros en moyenne (+ 4 %).

L'actif immobilisé à 160 600 euros (57 % de l'actif) est en légère progression à 2 % ; seules les immobilisations des plantations et des animaux reproducteurs régressent (effet des abattages de bovins réalisés pour réduire les charges en alimentation du bétail).

L'actif circulant constitué à 66 % par les stocks et en-cours et à 34 % par les valeurs réalisables et les valeurs disponibles, croît de 7 % à 121 000 euros.

Le tableau de financement de l'exercice 2011

Moyennes par exploitation (en milliers d'euros)

	France	Languedoc-Roussillon		
		Ensemble	Viticulture	Tous herbivores
Nombre d'exploitations représentées	308 145	16 082	9 504	2 276
RESSOURCES DURABLES (1)	119,0	57,5	54,0	52,3
. capacité d'autofinancement	78,3	42,1	39,0	38,0
. cessions d'immobilisations	8,5	3,6	3,3	4,3
. subventions d'équipement reçues	1,3	3,2	4,6	1,0
. Nouvelles dettes financières	30,8	8,5	7,2	9,1
DIMINUTION DES ACTIFS CYCLIQUES (2)				
AUGMENTATION DES DETTES CYCLIQUES (3)	1,6	1,5	0,6	1,9
DIMINUTION DES LIQUIDITES (4)		2,1	1,0	
TOTAL RESSOURCES	120,6	61,1	55,6	54,2
ACTIFS STABLES(5)	110,6	52,5	44,7	50,3
. acquisition d'immobilisations	37,7	20,1	19,7	18,4
. augmentation des reproducteurs	0,2	- 0,3	0,0	- 1,7
. charges à répartir	0,0		0,0	
. emprunts MLT remboursés	30,5	12,8	12,3	13,2
. prélèvements nets de l'exploitant	42,2	20,0	12,6	20,3
AUGMENTATION DES ACTIFS CYCLIQUES (6)	8,6	8,6	10,9	3,9
DIMINUTION DES DETTES CYCLIQUES (7)				
AUGMENTATION DES LIQUIDITES (8)	1,4			0,0
TOTAL EMPLOIS	120,6	61,1	55,6	54,2
Variation du fonds de roulement net (1)-(5)	8,5	4,9	9,4	2,0
Variation du besoin en fonds de roulement net (6)+(7)-(2)-(3)	7,0	7,1	10,3	2,0
Variation de trésorerie nette (8)-(4)	1,4	- 2,1	- 1,0	0,0

Source : Srise Languedoc-Roussillon - RICA résultats 2011 en valeurs moyennes par exploitation



En 2011, le montant des capitaux propres (67 % du passif) est en hausse de 6 % alors que l'endettement des exploitations à 93 600 euros baisse légèrement.

Comme au niveau national, les exploitations de la région couvrent en totalité leurs immobilisations par leurs capitaux propres (188 600 euros). Or, l'importance de cet élément du passif par rapport à l'actif immobilisé est un indicateur de la solidité financière d'une entreprise.

Forte progression de l'investissement

Pour les exploitations de la région, la capacité d'autofinancement⁹ (CAF) des exploitations progresse de 11 % à 42 100 euros (cf. tableau page 6). Elle représente les ressources brutes restant à l'exploitation à l'issue de l'exercice. Celle-ci peut choisir soit de les distribuer, soit de les réserver au financement de ses investissements.

Les exploitants et leurs associés augmentent leurs prélèvements privés de 12 % ; l'autofinancement (22 100 euros) permet de financer en totalité les acquisitions d'immobilisations. Comme les postes «augmentation des animaux reproducteurs» et «cessions d'immobilisations» baissent respectivement de 1 400 et 400 euros à échantillon constant et que les acquisitions d'immobilisations sont en forte croissance à 20 100 euros, l'investissement¹⁰ s'affiche à 16 100 euros en hausse de 42 %. Toutefois, la moyenne régionale reste très éloignée des 29 400 euros du niveau national.

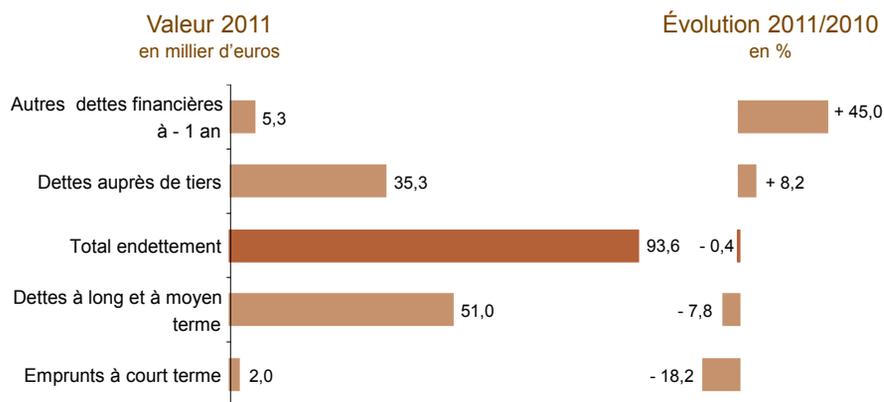
L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE), solde entre les flux de trésorerie générés par les produits encaissés et les charges d'exploitation décaissées augmente de 25 % : 32 500 euros contre 26 000 euros en 2010 à champ constant. Dans une tendance baissière depuis 2008, la situation s'inverse en 2011 et l'ETE atteint son niveau le plus élevé depuis 2003.

L'endettement à long et moyen terme poursuit son repli

En 2011, l'endettement total des exploitations est stable à 93 600 euros.

Les dettes à long et à moyen terme qui constituent 55 % des dettes totales sont en repli à 51 000 euros (- 8 %). Ce recul est généralisé dans les deux orientations étudiées alors même que leurs investissements progressent au cours de l'année.

Endettement par type de dettes en 2011, Ensemble des exploitations Les dettes à long et à moyen terme encore en recul



Source : SRISE Languedoc-Roussillon - RICA résultats définitifs 2011 et 2010

Le montant des emprunts à court terme (à moins de 2 ans) à 2 000 euros contre 6 200 euros niveau métropole se rétracte de 18 %. Selon les filières, la situation est hétérogène : une baisse de 28 % en viticulture contre une progression de 43 % pour les élevages d'herbivores. Globalement, les dettes financières à moins d'un an (comptes financiers) doublent à 5 300 euros.

Les exploitations sont endettées auprès de tiers à un niveau de 35 300 euros (contre 42 300 euros pour la France métropolitaine). Ces dettes qui comprennent entre autres les dettes sociales et sur le personnel et les dettes auprès des fournisseurs, représentent en moyenne 38 % de l'endettement des exploitations. Leur accroissement global de 8 % est en partie à rapprocher de l'alourdissement des charges d'approvisionnement.

En 2011, dans le contexte de charges en hausse et de difficultés économiques dans plusieurs filières, les dettes prises auprès des fournisseurs augmentent de 7 % (en valeur réelle). Ces dettes s'alourdissent dans les élevages de 20 % du fait des charges supplémentaires dans les exploitations.

Les dettes sur les cotisations sociales des exploitants figurent dans le compte des dettes sociales et sur le personnel au bilan car un solde important peut en effet traduire des difficultés financières, qu'il est intéressant de pouvoir mettre en évidence. La part de ces dettes dans l'endettement de l'exploitation reste bien inférieure pour les filières d'élevages. A 3 500 euros, les dettes sociales et du personnel représentent 4 % des dettes totales contre

25 % pour les sommes dues aux fournisseurs.

Les dettes sociales et sur le personnel

Dans les comptabilités des exploitations agricoles, pour le calcul du résultat fiscal, les charges sociales de l'exploitant font partie des charges à déduire. Pour le RICA, ces charges sont considérées comme celles de l'exploitant et non de l'exploitation, en conséquence, elles sont ignorées dans le calcul des soldes intermédiaires de gestion, notamment le résultat courant avant impôts et le résultat de l'exercice. Le retraitement consiste à enregistrer ces charges sociales en prélèvements privés au débit du «Compte de l'exploitant».

À la clôture de l'exercice, une partie des charges sociales de l'exploitant peut rester en attente d'un paiement effectif, le montant dû figure parmi les «Dettes sociales et sur le personnel», rubrique du passif du bilan. Comme un solde important peut en effet traduire des difficultés financières, qu'il est intéressant de pouvoir mettre en évidence, le solde du compte «Dettes sociales et sur le personnel» ne doit pas être modifié pour le RICA. Les dettes sur les charges sociales de l'exploitant sont ainsi conservées.

9- La CAF est égale à la somme du revenu courant avant impôts, des amortissements et du solde intermédiaire des charges et produits exceptionnels

10- L'investissement regroupe les acquisitions des immobilisations (diminuées des cessions d'immobilisations) augmentées de la différence entre la valeur du cheptel reproducteur en début et en fin d'exercice



Un taux d'endettement le plus bas pour les élevages d'herbivores

Dans les exploitations, le taux moyen d'endettement est de l'ordre de 33 % en moyenne pour la région (contre 40 % au niveau national). Ce ratio est l'un des principaux indicateurs de l'analyse financière et il reflète le degré de fragilité de l'entreprise à moyen terme.

En Languedoc-Roussillon, il diminue de 2 points entre 2010 et 2011. La baisse la plus forte concerne la spécialisation «Viticulture» en retrait de 3 points mais dans l'Otex «Tous herbivores» le taux se maintient à 22 %.

Le poids de la dette régresse de 10 points

Le poids de la dette atteint en moyenne dans la région 32 % contre 35 % pour le niveau France métropole. Cet indicateur diminue de 10 points par rapport à 2010 en lien avec la hausse de l'excédent brut d'exploitation de 12 %. Il représente les flux de trésorerie affectés au service de la dette. La viticulture, grâce à la conjoncture favorable dont elle bénéficie en 2011 présente le poids de la dette le plus bas de 32 % et le repli le plus important de 12 points. Pour la filière animale, le ratio demeure à 38 %.

La situation financière par orientation en 2011 Moyennes par exploitation

	France	Languedoc-Roussillon		
		Ensemble	Viticulture	Tous herbivores
Actif total (milliers d'euros)	406,4	282,2	304,8	316,4
Actif immobilisé (milliers d'euros)	240,2	160,6	163,1	222,1
Actif circulant (milliers d'euros)	164,8	121,0	141,4	94,1
Actif immobilisé / Actif total	59 %	57 %	54 %	70 %
Actif circulant / Actif total	41 %	43 %	46 %	30 %
Stocks et en-cours/ Actif circulant	60 %	66 %	79 %	49 %
Endettement (milliers d'euros)	163,8	93,6	94,4	69,0
Taux d'endettement (en %)	40	33	31	22
Dettes à long et moyen terme / Endettement total	66 %	54 %	52 %	72 %
Capitaux propres (milliers d'euros)	242,5	188,6	210,4	247,4
Capitaux propres / Passif total	60 %	67 %	69 %	78 %
Immobilisations / Capitaux propres	99 %	85 %	78 %	90 %

Source : Srise Languedoc-Roussillon - RICA résultats 2011 en valeurs moyennes par exploitation

Pour en savoir plus sur le RICA 2011

Données disponibles sur les sites Internet :

- de la DRAAF Languedoc-Roussillon :
www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr

- du service de la statistique et de la prospective (SSP) :
www.agreste.agriculture.gouv.fr

La publication RICA France Tableaux standard 2011 de mars 2013 est intégralement disponible.

Pour la télécharger :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/rica-france-donnees-de-synthese/>

Les tableaux nationaux (métropole) et régionaux, par Otex et taille de l'exploitation pour les années 1988 à 2011 sont disponibles dans l'espace «Données en ligne», «Rubrique Économie agricole» du site Agreste, mais aussi sur la plate-forme DISAR dans l'espace «Rubrique Économie agricole».

Pour accéder à la plate-forme DISAR :

<http://www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr/Acces-aux-tableaux-de-resultats-statistiques>



ZOOM SUR L'OTEX VITICULTURE

La filière viticole affiche le meilleur résultat de la décennie

Depuis l'effondrement de 2005, les exploitations du Languedoc-Roussillon spécialisées en viticulture affichaient, pour la première fois en 2010, un RCAI au-dessus des 10 000 euros à 14 300 euros. En 2011, l'évolution à la hausse se poursuit (+ 66 %) et le résultat dégagé par les exploitations s'établit à 23 300 euros. Pour la filière, c'est le meilleur résultat de la décennie 2001-2010 mais il est encore loin des 29 000 euros de l'année 1999.

Une vendange exceptionnelle et des prix haussiers sur les vins

Après la petite vendange de 2010, les conditions climatiques très favorables pour la vigne permettent, avec des rendements exceptionnels, une récolte régionale de 14,7 millions d'hectolitres (+ 23 % par rapport à 2010). L'arrachage définitif primé fait disparaître encore 4 400 hectares de vignes mais le rythme des arrachages se ralentit. La hausse des cours, initiée en 2010, se poursuit (+ 3 % en moyenne annuelle sur l'ensemble des vins).

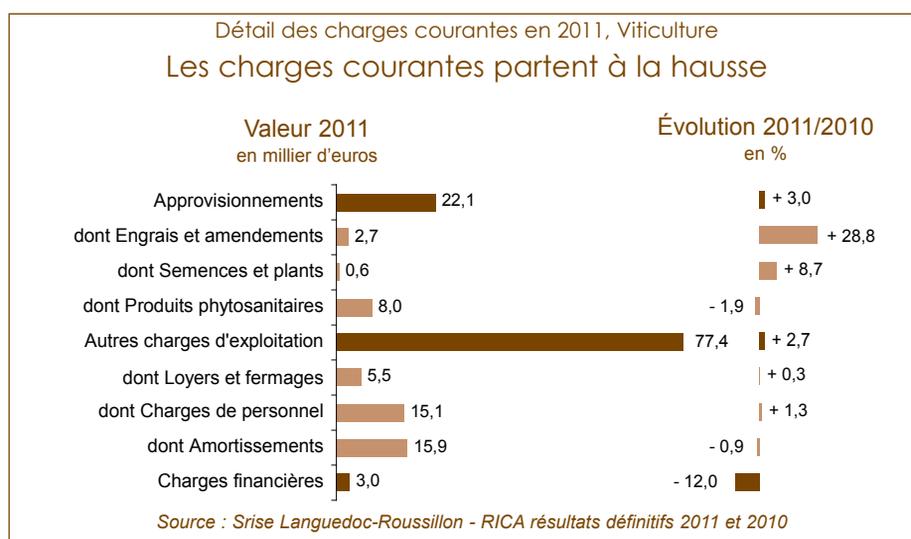
La valorisation des stocks profite à la production de l'exercice

Dans une situation conjoncturelle exceptionnelle sur les prix des vins, le montant du poste «ventes et autoconsommation» de l'exploitation, en croissance de 8 %, atteint 100 500 euros.

La production de l'exploitation à 120 500 euros progresse de façon sensible de 13 % (8 % au niveau national). Cela s'explique majoritairement par la forte valorisation des stocks de vins (+ 78 %), conséquence cumulée de la hausse des prix et des volumes en stocks.

En 2011, l'amélioration de la production étant supérieure à la hausse des consommations intermédiaires¹¹ (+ 4 %), les exploitations viticoles génèrent une valeur ajoutée en hausse de 23 % à 59 700 euros.

Même si les subventions d'exploitation et les indemnités d'assurances reculent de 30 %, la quasi-stabilité qui caractérise les loyers et fermages, les impôts et taxes et les charges de personnel permet à l'excé-



dent brut d'exploitation (EBE) d'atteindre 42 000 euros (+ 27 %).

Et comme les amortissements à 15 900 euros se maintiennent, le RCAI s'améliore fortement.

11 % de hausse sur la dépense de travaux et services pour cultures

En 2011, avec l'inflation du prix des intrants (envol des cours des matières premières de 2010 et augmentation continue des prix des produits pétroliers depuis 2009), la majorité des coûts de production subissent une forte progression ; en conséquence, les charges courantes des exploitations viticoles partent à la hausse (+ 2 %) à 102 500 euros. Pour le niveau national, la majoration est de 5 %.

Le poids des charges courantes représente 81 % du produit brut (contre 72 % au niveau national).

La part des dépenses d'approvisionnement à 22 100 euros atteint 22 % des charges totales soit un peu plus qu'en 2010 ; 75 % des charges sont liées aux structures de l'exploitation et 3 % aux charges financières.

La charge en produits phytosanitaires représente 8 % des charges et en moyenne 281 euros par hectare de surface agricole utilisée (SAU) sont dépensés en produits de protection des cultures.

Le poste est en léger recul (- 2 %) alors que celui des engrais et amendements subit 29 % de hausse.

Les charges de fournitures, poste le plus élevé avec 8 400 euros, se rétractent. Constituant 15 % des charges courantes totales, les charges de personnel (somme des salaires et des charges de sécurité sociale et de prévoyance) en légère hausse (+ 1 %) sont de même niveau en valeur que les amortissements à 15 900 euros.

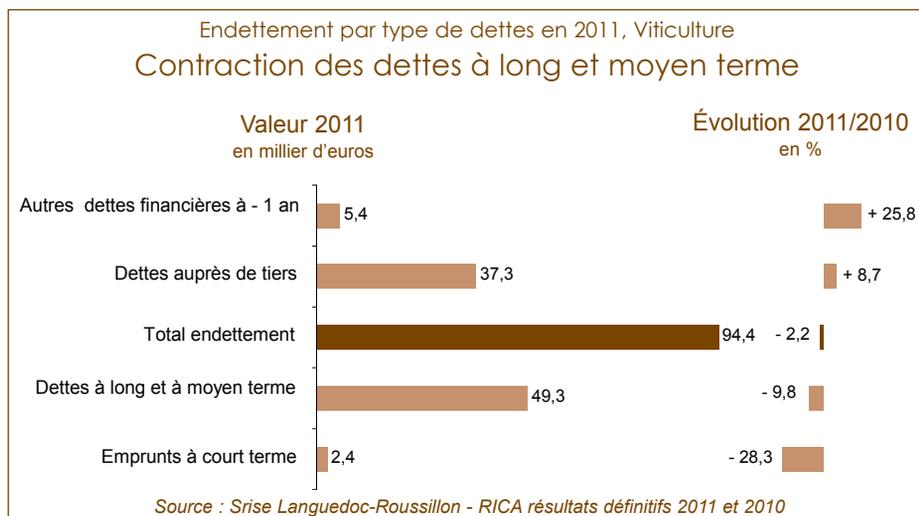
La main d'œuvre non salariée représente 1,17 unité de travail agricole (UTA) soit 62 % des UTA totales (49 % pour la France métropolitaine) et la main d'œuvre salariée (en nombre d'UTA) baisse de 10 %.

Or, le poste de dépenses «achats de travaux et services pour cultures et élevages» dans lequel se trouve notamment la prestation de service de la vendange à la machine augmente de 11 % (+ 9 % nationalement), probablement en lien avec le niveau exceptionnel de la vendange de 2011.

La charge du personnel extérieur à l'exploitation comprise dans les charges «autres» (personnel des groupements d'employeurs, des sociétés d'intérim) à 1 300 euros subit une baisse de 18 %.

Suivant la tendance globale, les charges d'exploitation (97 % des charges courantes) avec 99 500 euros s'accroissent de 3 % tandis qu'à l'inverse, les

11- Égales à la somme des approvisionnements et des charges de structures non compris loyers et fermage, impôts et taxes, charges de personnel et amortissements



charges financières (ou loyer de l'argent emprunté) se réduisent de 12 %.

Reprise de l'investissement

Avec un RCAI en très forte progression et des amortissements stables, la capacité d'autofinancement (CAF) des exploitations viticoles (39 000 euros) se redresse de 32 %. L'impact du redressement de la hausse des prix des vins sur les comptabilités est bien visible sur la CAF. En revanche, au contraire de l'exercice précédent, l'amélioration de la conjoncture n'a pas les effets attendus sur les prélèvements privés qui reculent de 10 %.

Le montant de l'autofinancement s'établit à 26 300 euros et les acquisitions d'immobilisations sont autofinancées en totalité par l'exploitation.

Les viticulteurs augmentent leurs investissements dans le contexte conjoncturel favorable, mais réduisent de moitié les nouvelles dettes financières.

L'investissement à 16 500 euros croît en 2011 de 26 % car les acquisitions d'immobilisations sont plus élevées (19 700 euros) et les cessions d'immobilisations baissent de 18 %. Si le niveau national suit la même progression que la région, l'investissement France entière à 26 200 euros est bien supérieur.

En viticulture, l'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) qui fait apparaître le solde des flux de liquidité induits par l'exploitation pendant l'exercice, augmente de près d'un tiers. À la hausse depuis 2009, il continue de progresser et affiche son niveau le plus élevé depuis 2007.

Les prélèvements privés sont faibles pour la filière viticole

En 2011, pour la région, les prélèvements privés atteignent 12 600 euros soit un montant par unité de travail annuel non salarié (Utans) d'environ 900 euros par mois. En comparaison, pour la France métropolitaine, le retrait est de 2 780 euros.

38 % des prélèvements privés contre 25 % pour le niveau national sont constitués par les charges sociales de l'exploitant. À 4 800 euros celles-ci subissent une hausse de 8 %.

Le poids de la dette s'allège de 12 points

En 2011, l'endettement des viticulteurs du Languedoc-Roussillon (94 400 euros), à peine plus élevé que pour l'ensemble des exploitations de la région recule de 2 %. À 182 500 euros, l'endettement moyen des viticulteurs français est deux fois plus élevé.

Le taux d'endettement, part de l'actif financé par la dette, à 31 % est proche des moyennes régionale et nationale mais baisse de 3 points entre 2010 et 2011. Le poids de l'endettement de 32 % diminue encore de 12 points en lien avec les 27 % de hausse de l'excédent brut d'exploitation. C'est pour la viticulture, particulièrement favorisée par la conjoncture de 2011, que ce ratio de l'endettement s'améliore le plus.

Les emprunts à long ou à moyen terme qui constituent 52 % des dettes totales

se contractent à 49 300 euros.

Les dettes auprès des tiers (37 300 euros), deuxième poste de dettes, augmentent de 9 %.

Elles représentent en moyenne 40 % de l'endettement des exploitations. Comprenant entre autres à 74 % les dettes sociales et sur le personnel et les dettes auprès des fournisseurs, leur croissance est expliquée en partie par l'alourdissement des dépenses des charges d'approvisionnement. En effet, dans le contexte de charges en augmentation, les dettes prises auprès des fournisseurs (26 % de l'endettement) augmentent de 10 % (en valeur réelle).

À 3 300 euros par exploitation, les dettes sociales et du personnel représentent moins de 5 % des dettes.

Les dettes à court terme (somme des emprunts à court terme et des autres dettes financières à moins d'un an) à 7 800 euros se contractent de 2 %.



ZOOM SUR L'OTEX TOUS HERBIVORES

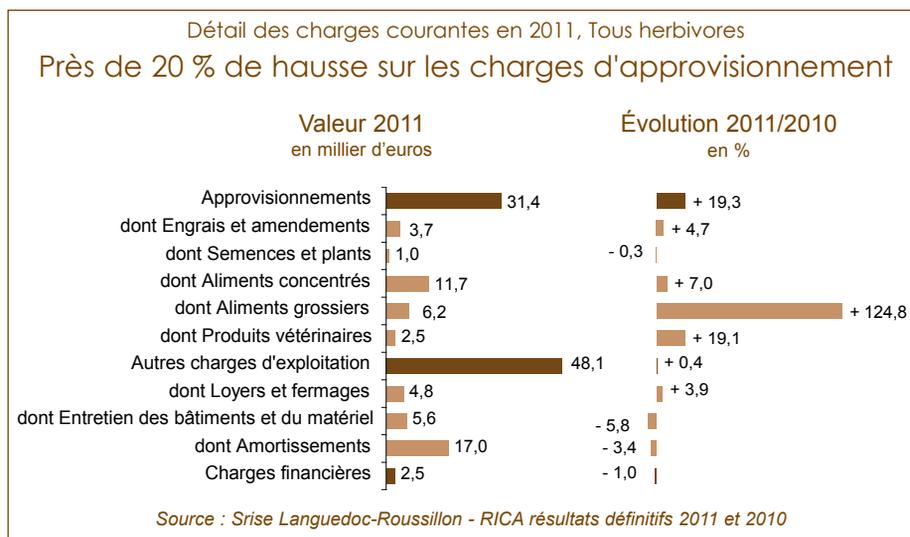
Un RCAI en recul

Après les deux années de résultats stables de 2008 et 2009, la situation économique des élevages d'herbivores du Languedoc-Roussillon s'améliorait en 2010 : le RCAI se relevait à 23 950 euros. En 2011, le résultat courant avant impôts des élevages subit à nouveau un recul (- 14 %). A 21 000 euros, l'indicateur se positionne ainsi en dessous de la moyenne décennale à 23 000 euros. Pourtant, c'est l'évolution contraire qui prévaut au niveau national : le RCAI moyen de la filière des herbivores progresse de 9 % à 36 300 euros. Cette distorsion entre résultats régional et national s'explique par la prédominance de la filière ovins caprins dans la région Languedoc-Roussillon.

4 300 euros d'aides pour compenser les achats de fourrages supplémentaires

En Languedoc-Roussillon, les élevages d'herbivores sont très impactés par la sécheresse de la campagne. Dans les exploitations, avec le déficit fourragier important sur la production du printemps, la part des céréales immatures ensilées ou enrubannées est plus élevée. Les exploitants doivent aussi s'approvisionner en paille de céréales auprès des céréaliers de la région et d'ailleurs ; cela engendre des charges plus élevées d'achats d'aliments grossiers et en fin d'exercice des stocks plus faibles de céréales. Des ventes anticipées de bétail ont lieu et les abattages d'animaux sont plus importants. Pour les producteurs laitiers, le prix moyen annuel du lait de vache, poursuit sa hausse entamée en 2009 (+ 7 %) et les volumes de lait livrés augmentent. Pour la région, la production fourragère de l'année est inférieure de plus de 30 % à la production moyenne des cinq années précédentes.

L'avis favorable pour la reconnaissance de calamité agricole au titre de la sécheresse est donné fin août dans l'Hérault et en Lozère. L'aide directe destinée à compenser les effets de la sécheresse sur les coûts de productions des



élevages, permet de verser aux éleveurs sinistrés de la région un montant moyen de 4 300 euros (1 800 euros France métropolitaine).

Des stocks fortement en baisse en valeur

Malgré les conditions climatiques difficiles pour les élevages, la situation conjoncturelle en matière de prix et de volume des produits permet au montant des ventes et autoconsommation (viande, animaux et lait) de croître de 7 % à 69 700 euros.

La production de l'exercice pénalisée par la très forte dévalorisation des stocks¹² à 6 200 euros (conséquence de l'utilisation précoce des céréales produites sur les exploitations et de la diminution du cheptel) se rétracte de 1 % et s'affiche à 60 200 euros.

Avec une production de l'exercice en recul et des consommations intermédiaires en hausse de 11 %, la valeur ajoutée diminue de moitié entre 2010 et 2011 à 5 300 euros. En comparaison, elle est de 39 900 euros au niveau national.

Bien que les subventions d'exploitation et les indemnités d'assurances (42 700 euros) bénéficient d'une hausse de 6 % en lien avec l'aide destinée à compenser les achats supplémentaires de

fourrages, les hausses rencontrées sur les charges de loyers et fermages, impôts et taxes et charges de personnel (+ 9 %) font évoluer à la baisse l'excédent brut d'exploitation.

Et la diminution de la charge des amortissements à 17 000 euros permet de limiter le recul du résultat courant.

Une dépense supplémentaire en aliments grossiers de 3 200 euros

En 2011, à la fois impactés par la hausse sur les prix de l'énergie (pétrole et produits pétroliers) et par les conséquences du déficit fourragier sur les exploitations, les élevages d'herbivores sont les plus pénalisés par la hausse des coûts de production. A 82 000 euros, les charges courantes subissent l'augmentation la plus forte de 7 % (+ 3 % sur la moyenne régionale).

Les charges courantes représentent 80 % du produit brut (103 000 euros) contre 77 % en 2010.

Les dépenses d'approvisionnement (38 % des charges totales), s'élèvent à 31 400 euros en hausse de 19 %.

59 % des charges sont liées aux structures de l'exploitation (comme au niveau national) et 3 % aux charges financières.

12- Stocks de céréales produites et utilisées pour l'autoconsommation du bétail et cheptel présent sur l'exploitation à la clôture de l'exercice



La dépense pour l'alimentation du bétail (aliments concentrés et aliments grossiers) représente 22 % des charges contre 18 % en 2010. Dans le contexte du déficit fourrager, le poste subit une hausse de 29 %. Les exploitations ont dû acheter des quantités importantes de fourrage pour nourrir les troupeaux à tel point que le poste des aliments grossiers fait plus que doubler (de 2 600 à 5 800 euros à échantillon constant).

Avec en moyenne 5 800 euros dépensés en énergie soit 45 euros par hectare de SAU, l'orientation est la moins consommatrice en énergie (160 euros l'hectare pour la viticulture).

Toutefois en un an, la facture énergétique (7 % des charges) s'alourdit de 700 euros dans les élevages.

A 79 500 euros, les charges d'exploitation (97 % des charges courantes) sont majorées de plus de 7 % et les charges financières ne se rétractent que de 1 %.

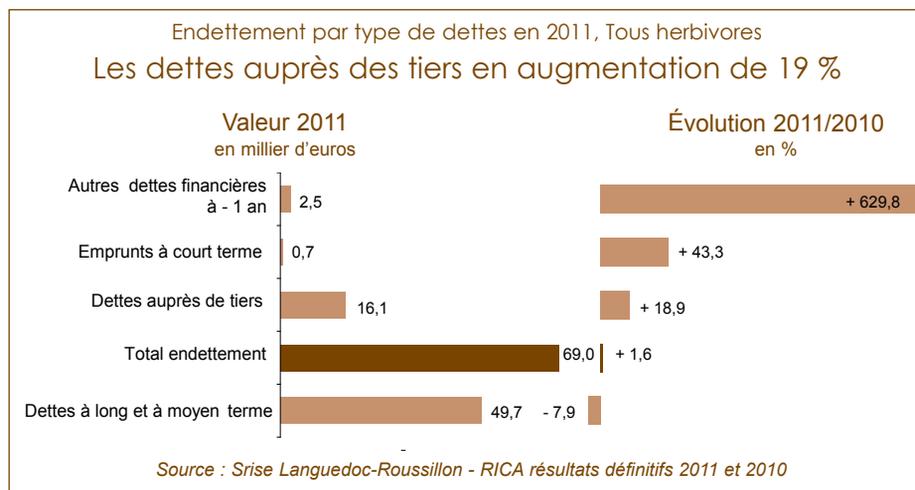
Des prélèvements privés plus importants dans les élevages

En 2011, les éleveurs d'herbivores prélèvent en moyenne par exploitation 20 300 euros pour leurs besoins privés ; ce qui représente par unité de travail annuel non salarié 1 220 euros par mois. En comparaison, pour la France métropolitaine, le retrait est de 1 720 euros.

Les charges sociales de l'exploitant à 5 800 euros dans les élevages constituent 29 % des prélèvements privés contre 24 % pour le niveau national.

96 % des achats d'immobilisations autofinancés par l'exploitation

Pour les élevages des herbivores, la capacité d'autofinancement recule de 10 % à 38 000 euros, le retrait du RCAI de 14 % se couplant à celui des amortissements. Malgré l'amélioration de la conjoncture sur les ventes, avec les difficultés liées à la sécheresse (pénurie de nourriture pour le bétail, baisse de production, etc.), les exploitants baissent leurs prélèvements privés de 19 %.



Cela permet à l'autofinancement de croître (8 %) à 17 700 euros et les exploitations peuvent financer à 96 % les nouvelles immobilisations.

Comme les acquisitions d'immobilisations sont en forte croissance à 18 400 euros (+ 6 300 euros à échantillon constant) et que les cessions d'immobilisations augmentent de 2 700 euros alors que le poste «augmentation des animaux reproducteurs» baisse de 2 300 euros, l'investissement en hausse de 11 % s'affiche à 12 500 euros. Sur la période, l'investissement France métropolitaine est deux fois plus élevé.

Si les éleveurs augmentent leurs investissements, ils contractent malgré tout moins de nouvelles dettes financières (- 23 %). Les installations spécialisées sont très importantes en élevage : à 10 000 euros en moyenne par exploitation, le montant représente deux fois celui de la viticulture. En 2011, ces immobilisations augmentent de 17 %.

Dans le contexte d'une hausse importante des achats d'aliments pour le bétail, les valeurs réalisables, poste de l'actif du bilan regroupant notamment les avances et acomptes versés aux fournisseurs subissent une augmentation de 29 %.

A la hausse depuis 2009, l'excédent de trésorerie d'exploitation recule de 8 % ; la situation des trésoreries s'inverse.

La dette auprès des fournisseurs s'alourdit sensiblement

En 2011, l'endettement des élevages d'herbivores est légèrement plus important qu'en 2010 avec 69 000 euros. Les exploitations régionales sont deux fois moins endettées que le niveau national (141 900 euros).

La campagne connaît un taux moyen d'endettement des exploitations qui se maintient à 22 %.

Si la filière est plus endettée sur les emprunts de long ou moyen terme (72 % des dettes), les dettes auprès de tiers (16 100 euros) ne pèsent que pour 23 % dans les dettes des élevages contre 38 % dans les exploitations viticoles.

Les dettes auprès des tiers sont constituées à 85 % par les dettes sociales et sur le personnel et les dettes auprès des fournisseurs. L'alourdissement des dépenses des charges d'approvisionnement de 19 % serait à l'origine en 2011, de la hausse de 20 % (en valeur réelle) sur les dettes prises auprès des fournisseurs (19 % de l'endettement). A 700 euros par exploitation, les dettes sociales et du personnel dues aux organismes sociaux sont très faibles.

Les dettes à court terme, à 3 200 euros, quadruplent en un an.



Toutes orientations de production

16 082 grandes et moyennes exploitations en Languedoc-Roussillon, soit 5,2 % du total national

Résultats économiques et situation financière des exploitations en 2011 Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution*

Valeur 2011	Languedoc-Roussillon	France	Indice régional** 100=France
Caractéristiques physiques			
Surface agricole utilisée (en ha)	46,0	85,3	54
<i>dont SAU en fermage</i>	28,4	69,6	41
Unités de travail annuel (UTA) ¹	2,14	2,04	105
<i>dont actifs salariés</i>	0,89	0,60	149
<i>dont actifs non salariés</i>	1,25	1,45	86
Effectifs animaux (en UGB) ²	12,6	83,4	15

1- Unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture)

2- UGB : unité de gros bétail ; 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

" - " : donnée absente par nature	Languedoc-Roussillon		France		Indice régional** 100=France
	Valeur 2011 en milliers d'euros	2011/2010 en %	Valeur 2011 en milliers d'euros	2011/2010 en %	
Résultats de gestion d'une exploitation					
Ventes et autoconsommation	112,8	+ 5,1	187,2	+ 10,1	60
Production de l'exercice	125,8	+ 7,9	191,3	+ 8,7	66
Production de l'exercice à l'hectare (K€ / ha)	2,7	-	2,2	-	122
Production de l'exercice par actif (K€ / UTA)	58,9	-	93,6	-	63
Valeur ajoutée (hors fermages)	55,9	+ 11,1	76,8	+ 7,3	73
Excédent brut d'exploitation (EBE)	44,2	+ 12,1	82,3	+ 6,1	54
Résultat d'exploitation	28,1	+ 12,1	54,5	+ 8,0	52
Résultat courant avant impôts (RCAI)	25,5	+ 15,9	49,9	+ 9,0	51
RCAI par actif non salarié (UTANS)	20,5	+ 20,0	34,5	+ 11,4	59
Résultat de l'exercice	29,8	+ 15,6	56,0	+ 10,9	53
Subventions					
Subventions d'exploitation	13,6	- 3,7	31,4	- 0,0	43
Part dans le RCAI	53,4	-	63,0	-	85
<i>Aide pour compenser un accident climatique</i>	0,8	+ 167,2	0,9	+ 352,7	94
<i>Aide découplée DPU</i>	5,1	- 1,5	22,3	+ 0,1	23
Charges					
Charges d'exploitation (1)	112,0	+ 3,0	170,9	+ 7,3	66
Charges d'approvisionnement	29,8	+ 5,1	66,8	+ 12,3	45
Charges de structure	82,2	+ 2,2	104,1	+ 4,2	79
<i>dont charges de personnel</i>	18,1	- 2,6	12,8	+ 3,4	141
Charges financières (2)	2,9	- 13,3	5,1	- 1,5	57
Charges sociales de l'exploitant	6,0	+ 4,8	10,0	+ 7,4	60
Charges courantes (1) +(2)	115,0	+ 2,5	176,0	+ 7,0	65
Charges courantes à l'hectare (K€ / ha)	2,5	-	2,1	-	121
Dettes					
Dettes totales	93,6	- 0,4	163,8	+ 0,5	57
Dettes à long et à moyen terme	51,0	- 7,8	108,2	- 0,4	47
Emprunts à court terme	2,0	- 18,2	6,2	+ 0,7	31
Dettes auprès de tiers	35,3	+ 8,2	42,3	+ 3,5	83
Taux d'endettement (%)	33,2	- 4,1	40,3	- 3,0	82
Poids de la dette (%)	32,1	- 23,6	35,3	- 2,5	91
Investissements					
Investissement total	16,1	+ 41,8	29,4	+ 7,0	55

Champ : Ensemble des moyennes et grandes exploitations

* Les évolutions sont exprimées en valeur courante et calculées sur un échantillon constant, constitué d'exploitations présentes à la fois en 2011 et 2010

** Indice régional = valeur Languedoc-Roussillon / valeur France * 100

Source : SRISE Languedoc-Roussillon - RICA résultats définitifs 2011 et 2010 en valeurs moyennes par exploitation



Viticulture

9 504 grandes et moyennes exploitations en Languedoc-Roussillon, soit 20,5 % du total national

Résultats économiques et situation financière des exploitations en 2011 Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution*

Valeur 2011	Languedoc-Roussillon	France	Indice régional** 100=France
Caractéristiques physiques			
Surface agricole utilisée (en ha)	28,3	23,0	123
<i>dont SAU en fermage</i>	15,3	15,50	99
Unités de travail annuel (UTA) ¹	1,89	2,75	69
<i>dont actifs salariés</i>	0,72	1,40	52
<i>dont actifs non salariés</i>	1,17	1,35	86
Effectifs animaux (en UGB) ²	0,0	0,50	0

1- Unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture)

2- UGB : unité de gros bétail ; 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

" - " : donnée absente par nature	Languedoc-Roussillon		France		Indice régional**
	Valeur 2011 en milliers d'euros	2011/2010 en %	Valeur 2011 en milliers d'euros	2011/2010 en %	Valeur 2011 100=France
Résultats de gestion d'une exploitation					
Ventes et autoconsommation	100,5	+ 8,3	198,8	+ 9,6	51
Production de l'exercice	120,5	+ 12,7	220,6	+ 7,9	55
Production de l'exercice à l'hectare (K€ / ha)	4,3	-	9,6	-	44
Production de l'exercice par actif (K€ / UTA)	63,8	-	80,1	-	80
Valeur ajoutée (hors fermages)	59,7	+ 23,0	137,3	+ 8,6	43
Excédent brut d'exploitation (EBE)	42,0	+ 26,8	87,6	+ 10,5	48
Résultat d'exploitation	26,2	+ 51,0	67,1	+ 13,7	39
Résultat courant avant impôts (RCAI)	23,3	+ 65,6	62,9	+ 15,0	37
RCAI par actif non salarié (UTANS)	20,0	+ 65,7	46,5	+ 16,7	43
Résultat de l'exercice	27,3	+ 57,6	66,3	+ 20,5	41
Subventions					
Subventions d'exploitation	4,6	- 21,1	4,1	- 9,1	113
Part dans le RCAI	19,7	-	6,5	-	305
<i>Aide pour compenser un accident climatique</i>	0,0	- 98,1	0,2	+ 100,6	1
<i>Aide découplée DPU</i>	1,3	- 2,3	2,0	- 1,7	66
Charges					
Charges d'exploitation (1)	99,5	+ 2,8	159,6	+ 5,3	62
Charges d'approvisionnement	22,1	+ 3,0	31,2	+ 4,8	71
Charges de structure	77,4	+ 2,7	128,4	+ 5,5	60
<i>dont charges de personnel</i>	15,1	+ 1,3	31,9	+ 3,5	47
Charges financières (2)	3,0	- 12,0	4,5	- 2,8	67
Charges sociales de l'exploitant	4,8	+ 7,6	11,3	+ 2,8	42
Charges courantes (1) +(2)	102,5	+ 2,3	164,1	+ 5,1	62
Charges courantes à l'hectare (K€ / ha)	3,6	-	7,1	-	51
Dettes					
Dettes totales	94,4	- 2,2	182,5	+ 2,8	52
Dettes à long et à moyen terme	49,3	- 9,8	89,6	+ 0,3	55
Emprunts à court terme	2,4	- 28,3	11,6	+ 3,5	21
Dettes auprès de tiers	37,3	+ 8,7	70,9	+ 8,1	53
Taux d'endettement (%)	31,0	- 7,1	31,5	- 1,8	98
Poids de la dette (%)	31,6	- 27,1	27,2	- 10,4	116
Investissements					
Investissement total	16,5	+ 26,0	26,2	+ 21,2	63

Champ : Ensemble des moyennes et grandes exploitations

* Les évolutions sont exprimées en valeur courante et calculées sur un échantillon constant, constitué d'exploitations présentes à la fois en 2011 et 2010

** Indice régional = valeur Languedoc-Roussillon / valeur France * 100

Source : SRISE Languedoc-Roussillon - RICA résultats définitifs 2011 et 2010 en valeurs moyennes par exploitation



Tous herbivores

2 276 grandes et moyennes exploitations en Languedoc-Roussillon, soit 2,1 % du total national

Résultats économiques et situation financière des exploitations en 2011 Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution*

Valeur 2011	Languedoc-Roussillon	France	Indice régional** 100=France
Caractéristiques physiques			
Surface agricole utilisée (en ha)	131,0	93,8	140
<i>dont SAU en fermage</i>	84,2	72,5	116
Unités de travail annuel (UTA) ¹	1,50	1,68	90
<i>dont actifs salariés</i>	0,11	0,15	72
<i>dont actifs non salariés</i>	1,39	1,52	91
Effectifs animaux (en UGB) ²	64,7	101,2	64

1- Unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture)

2- UGB : unité de gros bétail ; 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

" - " : donnée absente par nature	Languedoc-Roussillon		France		Indice régional** 100=France
	Valeur 2011 en milliers d'euros	2011/2010 en %	Valeur 2011 en milliers d'euros	2011/2010 en %	
Résultats de gestion d'une exploitation					
Ventes et autoconsommation	69,7	+ 7,4	134,3	+ 11,3	52
Production de l'exercice	60,2	- 1,2	134,4	+ 10,0	45
Production de l'exercice à l'hectare (K€ / ha)	0,5	-	1,4	-	32
Production de l'exercice par actif (K€ / UTA)	40,0	-	80,1	-	50
Valeur ajoutée (hors fermages)	5,3	- 57,1	39,9	+ 7,5	13
Excédent brut d'exploitation (EBE)	40,3	- 9,0	66,7	+ 5,5	60
Résultat d'exploitation	23,4	- 12,6	40,6	+ 8,0	58
Résultat courant avant impôts (RCAI)	21,0	- 13,5	36,3	+ 8,9	58
RCAI par actif non salarié (UTANS)	15,1	- 14,2	23,8	+ 9,9	63
Résultat de l'exercice	25,2	- 3,5	41,8	+ 8,8	60
Subventions					
Subventions d'exploitation	41,7	+ 6,1	39,1	+ 3,0	107
Part dans le RCAI	198,1	-	107,7	-	184
<i>Aide pour compenser un accident climatique</i>	4,3	+ 231,5	1,8	+ 480,7	243
<i>Aide découplée DPU</i>	13,0	- 0,8	22,9	+ 0,6	57
Charges					
Charges d'exploitation (1)	79,5	+ 7,2	134,4	+ 8,3	59
Charges d'approvisionnement	31,4	+ 19,3	51,8	+ 15,9	61
Charges de structure	48,1	+ 0,4	82,5	+ 3,8	58
<i>dont charges de personnel</i>	1,8	+ 41,7	3,0	+ 10,4	61
Charges financières (2)	2,5	- 1,0	4,7	- 0,7	53
Charges sociales de l'exploitant	5,8	- 0,8	7,7	+ 5,6	75
Charges courantes (1) +(2)	82,0	+ 7,0	139,0	+ 7,9	59
Charges courantes à l'hectare (K€ / ha)	0,6	-	1,5	-	42
Dettes					
Dettes totales	69,0	+ 1,6	141,9	- 0,5	49
Dettes à long et à moyen terme	49,7	- 7,9	104,2	- 1,2	48
Emprunts à court terme	0,7	+ 43,3	4,2	- 0,3	16
Dettes auprès de tiers	16,1	+ 18,9	29,1	+ 2,4	55
Taux d'endettement (%)	21,8	+ 0,1	38,4	- 2,8	57
Poids de la dette (%)	37,9	+ 0,7	39,7	- 3,9	96
Investissements					
Investissement total	12,5	+ 11,1	25,0	- 6,0	50

Champ : Ensemble des moyennes et grandes exploitations

* Les évolutions sont exprimées en valeur courante et calculées sur un échantillon constant, constitué d'exploitations présentes à la fois en 2011 et 2010

** Indice régional = valeur Languedoc-Roussillon / valeur France * 100

Source : SRISE Languedoc-Roussillon - RICA résultats définitifs 2011 et 2010 en valeurs moyennes par exploitation



Définitions

Production de l'exercice : Somme des produits bruts élémentaires (animaux, produits animaux, végétaux, produits végétaux, produits horticoles) et des produits issus de la production immobilisée, des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.

Valeur ajoutée : Production de l'exercice nette des achats d'animaux déduction faite des consommations intermédiaires, des loyers et fermages, des primes d'assurance et des rabais et ristournes.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances - impôts et taxes - charges de personnel.

Résultat d'exploitation : Excédent brut d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante - dotations aux amortissements - autres charges de gestion courante.

Résultat courant avant impôts (RCAI) : Somme du résultat d'exploitation et du résultat financier. Dans le RICA, il est calculé avant déduction des cotisations sociales de l'exploitant.

C'est aussi la différence entre les produits et les charges courantes. Il constitue une forme de revenu permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Résultat de l'exercice : somme du résultat courant avant impôts et du résultat exceptionnel.

Subventions d'exploitation : Sommes accordées à l'entreprise à titre gratuit par l'Union européenne, l'État, certaines collectivités publiques, ou éventuellement d'autres tiers, pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits normaux ou de faire face à certaines charges normales de l'exercice.

Charges courantes à l'hectare (en milliers d'euros par hectare) : Ensemble des charges d'exploitation et des charges financières rapportées à la SAU.

Charges d'exploitation : Somme des charges d'approvisionnement et des autres charges d'exploitation (ou charges de structures).

Charges d'approvisionnement : Engrais et amendements, semences et plants, produits phytosanitaires, aliments du bétail, produits vétérinaires, combustibles, carburants et lubrifiants, fournitures et emballages.

Charges de structure : Travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures y compris carburant à la pompe, redevances de crédit-bail, loyers et fermages, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, assurances, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs, impôts et taxes, charges de personnel, dotations aux amortissements.

Charges de personnel : Rémunération du personnel salarié et charges sociales correspondantes.

Charges financières : Intérêts et frais financiers.

Charges sociales de l'exploitant : Cotisations qui financent les assurances maladie, vieillesse et familiales de l'exploitant et des co-exploitants non salariés agricoles. Dans le RICA, elles sont exclues des charges de l'exploitation ainsi que les prestations sociales car elles font partie du domaine du privé mais elles sont enregistrées de façon extra-comptable.

Dettes financières à long et à moyen terme : Emprunts à plus de 2 ans (Crédit agricole et autres banques).

Dettes financières à court terme : Emprunts bancaires à moins de deux ans (Crédit agricole et autres banques) et comptes financiers (banques, chèques postaux, intérêts à payer, concours bancaires).

Dettes non financières : (ou dettes auprès des tiers) : Avances et acomptes reçus des clients, dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes sociales, État (TVA), dettes sur immobilisations, autres dettes), produits constatés d'avance.

Taux d'endettement (en %) : Ensemble des dettes rapporté au total du passif.

Poids de la dette (en %) : Somme des annuités des emprunts à long et moyen terme et des frais financiers des emprunts à court terme sur l'excédent brut d'exploitation.

Investissement total : Ce sont les acquisitions diminuées des cessions pour l'ensemble des immobilisations (y compris les immobilisations foncières, incorporelles et financières) réalisées au cours de l'exercice augmentées de la différence entre les stocks de début et de fin d'exercice pour les animaux reproducteurs.



MÉTHODOLOGIE

Réforme de la typologie et du champ du RICA depuis de 2010

Le plan de sondage et la présentation des résultats du RICA sont fondés sur la typologie communautaire des exploitations agricoles, définie dans un règlement de la Commission. Cette typologie croise l'orientation technico-économique (OTEX) et la classe de dimension économique (CDEX).

Le principe de classement est le suivant. Les caractéristiques physiques de l'exploitation (surfaces, effectifs d'animaux) sont converties en un équivalent monétaire à l'aide de coefficients régionalisés. La dimension économique de l'exploitation est calculée par totalisation de tous les équivalents monétaires, l'orientation par la contribution des différentes activités de l'exploitation à sa dimension économique. Depuis 2010, des simplifications ont été apportées à l'arbre de classification des OTEX, tandis que les classes de dimension ont été complètement revues. Elles sont aussi plus nombreuses, pour intégrer de façon plus correcte les formes d'exploitation très contrastées des pays récemment entrés dans l'Union européenne.

Un point fondamental a été de déterminer le nouveau champ du RICA pour la France. Le RICA ne couvre pas la totalité des exploitations agricoles telles qu'elles sont définies dans les recensements, mais un sous-ensemble, qui ne prend pas en compte les petites exploitations de retraite, de loisir, de subsistance. Le champ du RICA est celui des exploitations agricoles d'au moins 25 000 euros de production brute standard (PBS).

Méthodes de collecte et concepts

Le RICA consiste en un recueil annuel d'informations comptables et extra-comptables auprès d'exploitations sélectionnées par échantillonnage (méthode des quotas). Quand l'exploitation dispose d'une comptabilité, celle-ci est harmonisée selon les règles du RICA et donc soumise à des retraitements (recours aux amortissements linéaires, inscription de toutes les terres en propriété au bilan, par exemple) puis complétée par des données extra-comptables (temps de travail, surfaces, nombre d'animaux, etc.). Une comptabilité RICA est établie spécifiquement s'il n'en existe pas (exploitation au forfait non soumise à la tenue d'une comptabilité). Le travail est en général confié à des centres de gestion et de comptabilité

spécialisés, centres d'économie rurale du réseau CER France, divers autres centres comptables, experts-comptables, et de façon marginale, écoles d'agriculture, centres de recherche et agents de l'administration.

Comme il s'agit d'informations individuelles, on peut reconstituer des ensembles répondant à différents critères, en fonction des objectifs d'étude poursuivis. Les résultats individuels sont étendus à l'ensemble du champ en utilisant un système de pondération obtenu par rapprochement avec les données des recensements de l'agriculture (recensement de l'agriculture 2010 pour l'exercice comptable 2011). Le calcul des poids repose sur une stratification de l'univers selon trois critères : orientation technico-économique (OTEX) - région - dimension économique (CDEX).

Les concepts centraux du RICA sont ceux de la comptabilité d'entreprise, définis par le Plan comptable agricole, lui-même adapté du Plan comptable général. Un rapprochement important des concepts et des principes d'évaluation a été opéré lors de l'établissement de la nouvelle base 1995 des comptes macroéconomiques agricoles, et notamment des comptes par OTEX.

Agreste : la statistique agricole

www.draaf.languedoc-roussillon.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service régional de l'information statistique et économique
Place Jean-Antoine Chaptal - CS 70039 - 34060 Montpellier cedex 02
Tél. : 04 67 10 18 50 - Fax : 04 67 10 18 51
Courriel : srise.draaf-languedoc-roussillon@agriculture.gouv.fr

Directeur de la publication : Pascal Augier
Rédactrice en chef : Camille de Caix
Auteur : Nicole Jacquottet
Composition : Barbara Deltour
Dépôt légal : à parution
©Agreste 2013